NIGER. UN GRAVE RECUL POUR LES DROITS HUMAINS DEPUIS LE COUP D'ÉTAT DE 2023

COMMUNICATION D'AMNESTY INTERNATIONAL POUR LA 52E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL, AVRIL-MAI 2026

(ANNEXES EN ANGLAIS)

RÉSUMÉ

La présente communication a été préparée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) du Niger, qui se tiendra en avril-mai 2026. Amnesty International y évalue la mise en œuvre des recommandations faites au Niger lors de son précédent EPU, notamment en ce qui concerne les détentions arbitraires, les arrestations illégales, la situation des défenseur·e·ەs des droits humains ainsi que la liberté de la presse.

Ce document examine également le cadre national des droits humains en lien avec le droit à la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Concernant la situation des droits humains sur le terrain, Amnesty International exprime ses préoccupations au sujet du grave recul des droits humains dans le pays depuis le coup d'État du 26 juillet 2023.

Le document se termine par une série de recommandations à l'intention du Niger qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans ce pays.

© Amnesty International, INDEX 43/0251/2025, Septembre 2025.
LANGUE : FRANÇAIS. Sauf mention contraire, le contenu de ce document est sous licence Creative Commons (Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International).

https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode.fr

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page relative aux autorisations sur notre site : www.amnesty.org/fr

Lorsqu'une entité autre qu'Amnesty International est détentrice du copyright, le matériel n'est pas sous licence Creative Commons.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. Lors de son EPU de 2021, le Niger s'est vu adresser un total de 255 recommandations. Il en a accepté 249 et a pris note des six autres.

2. Parmi les recommandations formulées, 27 concernaient l'acceptation et la ratification de traités internationaux relatifs aux droits humains, dont le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits des femmes en Afrique, et la Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les travailleuses et travailleurs domestiques de 2011[i]. Le Niger n'a toujours pas ratifié ces traités.

3. Au moins trois recommandations concernant le renforcement des institutions nationales de protection des mécanismes des droits humains, notamment l'allocation de ressources et le renforcement des capacités de la Commission nationale des droits de l'homme, ont été acceptées. Cette institution a néanmoins été dissoute peu après le coup d'État de juillet 2023.

4. Lors du dernier examen, le Niger a accepté sept recommandations concernant la protection de plusieurs droits humains, notamment les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi que la liberté de la presse[ii]. Cependant, ces droits humains sont actuellement gravement menacés au Niger, où les personnes qui expriment des opinions critiques à l'égard du gouvernement sont victimes de harcèlement, d'intimidation et d'arrestations arbitraires[iii].

5. Les recommandations visant à mettre fin à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, au nombre de six, ont toutes été rejetées.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

6. Malgré les recommandations acceptées par le Niger dans le cadre de la 38e session en 2020 — appelant notamment à l'acceptation de traités internationaux[iv] relatifs aux droits humains ainsi qu'à des changements législatifs nationaux pour résoudre les problèmes de droits humains liés à la protection et à la promotion du droit à la liberté d'expression et des défenseur·e·s des droits humains — seules quelques modifications législatives progressistes avaient été effectuées avant le coup d'État, tandis que des lois menaçant les droits humains ont été adoptées depuis lors.

7. En 2020, les autorités ont adopté une loi sur la prévention de la torture qui définissait la torture[v], ainsi qu'une loi qui établissait un mécanisme national pour sa prévention au sein de l'Institution nationale chargée

des droits humains[vi]. Ces dispositions ont été annulées à la suite de la dissolution de la Commission nationale des droits de l'homme, après le coup d'État du 26 juillet 2023.

8. En avril 2022, le gouvernement a révisé la loi restrictive sur la répression de la cybercriminalité[vii], qui a été utilisée pour cibler des journalistes et des défenseur·e·s des droits humains et pour réprimer les droits à la liberté d'expression et d'association. La loi modifiée a supprimé toutes les peines d'emprisonnement pour les infractions de diffamation et d'insultes *via* des systèmes d'information électroniques, limitant les peines à des amendes.

9. L'Assemblée nationale du Niger a adopté le 15 juin 2022 la loi fixant les droits et devoirs des défenseurs des droits de l'Homme. La loi définit notamment les voies de recours, les sanctions et les réparations en cas de violation de leurs droits.

10. À la suite du coup d'État militaire du 26 juillet 2023, la Constitution de 2010, qui garantissait de nombreux droits humains et libertés, a été dissoute ainsi que plusieurs institutions, dont la Commission nationale des droits de l'homme (NHRC).

11. Le 29 mai 2024, les autorités militaires ont restreint l'accès à toutes les prisons du pays pour les organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains et les organisations de la société civile par décret ministériel[viii].

12. En juin 2024, les autorités ont rétabli les peines d'emprisonnement prévues par la loi de 2019 sur la cybercriminalité[ix] pour les infractions de diffamation par voie électronique, d'insultes par voie électronique et de diffusion de données susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte à la dignité humaine.

13. En août 2024, le Niger a établi un fichier national des personnes, groupes de personnes ou entités présumées impliquées dans des actes de terrorisme ou dans toutes autres infractions portant atteinte aux intérêts stratégiques de la Nation ou de nature à troubler la tranquillité et la sécurité publique (FPGE). L'inscription au FPGE peut entraîner le gel des avoirs, des restrictions du droit de circuler librement, voire la déchéance de nationalité, même en l'absence de condamnation définitive. Tout·e citoyen·ne peut être inscrit·e au FPGE alors que les poursuites judiciaires sont encore en cours. Le fichier a déjà été utilisé à mauvais escient pour cibler les voix dissidentes et les priver temporairement de leur citoyenneté nigérienne[x].

14. En mars 2025, une nouvelle Charte de la Refondation a été promulguée par le décret n° 2025-160/P/CNSP du 26 mars 2025. Celui-ci a définitivement dissous les partis politiques et fixé la durée de transition (soit du mandat politique de l'armée) à cinq ans, durée susceptible d'évoluer en fonction de la situation en matière de sécurité.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

DÉTENTIONS ARBITRAIRES

15. Au cours du précédent cycle d'EPU, le Niger a accepté plusieurs recommandations visant à renforcer l'état de droit et à prévenir les cas d'arrestation et de détention arbitraires[xi]. Pourtant, les détentions et arrestations arbitraires restent courantes.

16. Depuis le coup d'État militaire, des journalistes, des militant·e·s, des défenseur·e·s des droits humains, des membres de l'ancien gouvernement et d'autres citoyen·ne·s qui ne partagent pas le discours des autorités nigériennes sont détenus arbitrairement. Certains sont maintenus en détention malgré des décisions ordonnant leur mise en liberté provisoire. D'autres ont été libérés après avoir subi de mauvais traitements, notamment des violences psychologiques et physiques.

17. À la suite du coup d'État du 26 juillet, l'ancien président nigérien Mohamed Bazoum, son épouse Hadiza Mabrouk et leur fils Salem ont été détenus sans inculpation dans la résidence présidentielle. En décembre 2023, la Cour de justice de la CEDEAO a jugé que Mohamed Bazoum, son épouse et son fils étaient détenus arbitrairement par les autorités militaires et a ordonné leur libération[xii]. Elle a estimé que les arrestations de Mohamed Bazoum et de sa famille étaient illégales et qu'il n'existait aucun fondement juridique justifiant leur détention. Salem Mohamed Bazoum a été libéré et autorisé à quitter le Niger à la suite d'une médiation togolaise en janvier 2024, alors que ses parents sont toujours détenus.

18. En janvier 2024, les autorités nigériennes ont lancé une procédure visant à lever l'immunité présidentielle de Mohamed Bazoum afin de le poursuivre devant le tribunal pour « haute trahison » et « apologie du terrorisme ». Le 14 juin 2024, la Cour d'État du Niger a accordé la levée de l'immunité présidentielle de Mohamed Bazoum. L'ensemble du processus a été entaché d'irrégularités et de violations du droit à un procès équitable.

19. En décembre 2024, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a conclu que Mohamed Bazoum et Hadiza Mabrouk étaient détenus arbitrairement par les autorités nigériennes, et a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remédier sans délai à ces violations de leurs droits[xiii]. En octobre 2025, Mohamed Bazoum et Hadiza Mabrouk étaient toujours en détention.

20. Plusieurs autres anciens ministres du gouvernement, tels qu'Ibrahim Yacouba, Sani Mahamadou Issoufou, Hama Adamou Souley, Ahmed Jidoud et Rabiou Abdou ont été arrêtés et placés en détention sur la base d'accusations abusives. En septembre 2023, ils ont été transférés dans diverses prisons (Filingué, Say, Kollo, Koutoukallé) et ont été inculpés d'« atteinte à la sûreté de l'État » devant le tribunal militaire. À la suite de la promulgation de la Charte de la Refondation en mars 2025, tous les ministres détenus ont été libérés, à l'exception de Hama Adamou Souley.

21. Le 3 décembre 2024, Moussa Tchangari, secrétaire général de l'organisation de la société civile Alternatives Espaces Citoyens (AEC) a été violemment arrêté à son domicile, à Niamey, par au moins trois personnes en civil. Pendant près de deux jours, le sort de Moussa Tchangari et le lieu où il se trouvait sont restés inconnus, jusqu'à ce qu'il soit transféré dans une unité de police antiterroriste, où il a été inculpé d'« apologie du terrorisme, atteinte à la sécurité de l'État et association de malfaiteurs en relation avec le terrorisme », « conspiration criminelle en relation avec une entreprise terroriste », « atteinte à la défense nationale » et « complot contre l'autorité de l'État en intelligence avec des puissances ennemies[xiv] ».

22. Le 3 janvier 2025, Moussa Tchangari a été transféré à la prison de Filingué dans l'attente de son procès. S'il vient à être déclaré coupable de complot avec des puissances ennemies, il encourt la peine de mort. Depuis, il n'a pas comparu devant un juge pour être entendu sur le bien-fondé des accusations portées contre lui.

DÉTENTION ILLÉGALE, TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

23. Abdourahmane Mohamed Ben Hamaye, conseiller de Mohamed Bazoum et ancien directeur des services de renseignement du Niger, a été arrêté le 19 octobre 2023 dans le cadre d'une opération des autorités nigériennes contre une tentative présumée de sortir le président Mohamed Bazoum et sa famille de prison. Il a été arrêté avec 22 autres personnes[xv], dont des civils et des soldats qui faisaient partie du personnel de sécurité du président destitué. Ils ont tous été détenus par les services de renseignement à Niamey et privés de contacts avec leurs avocat·e·s et leurs familles, sans être inculpés devant un tribunal, pendant trois semaines, avant d'être transférés à la gendarmerie.

24. À la suite de deux décisions de justice ordonnant sa libération et déclarant sa détention illégale en avril 2024, Abdourahmane Mohamed Ben Hamaye a été accusé d'avoir comploté en vue de menacer la sécurité et l'autorité de l'État[xvi], et placé en détention provisoire à la prison de haute sécurité de Koutoukallé. Certains

des autres détenus ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire, tandis que d'autres ont été transférés à la prison de haute sécurité de Koutoukallé, à la prison de Say ou à celle de Ouallam[xvii].

LIBERTÉ DE LA PRESSE

25. Au cours du précédent cycle d'EPU, le Niger a accepté plusieurs recommandations sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, la liberté des médias et la sécurité des journalistes et des défenseur·e·s des droits humains[xviii]. Pourtant, les violations de la liberté de la presse se sont poursuivies au Niger.

26. Le 3 janvier 2022, un tribunal de la capitale, Niamey, a condamné deux journalistes de renom, Samira Sabou et Moussa Aksar, respectivement à un mois et deux mois de prison avec sursis, pour avoir relayé les conclusions d'un rapport publié en mai 2021 par l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GITOC), basée à Genève. Selon ce rapport, une énorme quantité de drogue saisie par les autorités nigériennes avait ensuite été rachetée par les trafiquants en utilisant des moyens illicites[xix].

27. Tous deux ont été condamnés en vertu de la loi de 2019 sur la cybercriminalité, dont les autorités de l'époque se sont également servies pour faire taire les voix dissidentes au sein des médias et de la société civile – avec des termes tels que « diffamation au moyen de communications électroniques » et « diffusion d'informations dans le but de troubler l'ordre public ». Ils ont également été condamnés à des amendes comprises entre 100 et 200 dollars des États-Unis.

28. Depuis le 26 juillet 2023, les autorités ont réprimé à plusieurs reprises la liberté des médias et ciblé des journalistes qui couvraient des sujets jugés trop « politiques ». Les journalistes ont été pris pour cible, harcelés et détenus, et les tactiques d'intimidation utilisées à leur encontre ont conduit beaucoup d'entre eux à s'autocensurer pour des raisons de sécurité.

29. En août 2023, Radio France International (RFI) et France 24 ont été suspendues de diffusion au Niger pour avoir accueilli des personnes jugées critiques à l'égard du CNSP[xx].

30. Le 30 septembre 2023, la journaliste et défenseure des droits humains Samira Sabou a été victime d'une disparition forcée après avoir publié sur son compte Facebook une photo d'un document délivré par l'armée nigérienne concernant le transfert de plusieurs officiers militaires dans différentes régions du Niger[xxi]. Des hommes masqués sont venus la chercher au domicile de sa mère à Niamey et, pendant une semaine, elle a été détenue dans un lieu inconnu, sans pouvoir contacter sa famille, son avocat ou le monde extérieur. Elle a été inculpée de « production et diffusion de données de nature à troubler l'ordre public », une infraction à la loi sur la cybercriminalité et libérée le 11 octobre 2023 dans l'attente de son procès.

31. Le 21 janvier 2024, le ministère de l'Intérieur a décidé de suspendre toutes les activités de la Maison de la presse, un regroupement de 32 organisations de médias, qui défend la liberté de la presse et les intérêts des journalistes et des professionnel·le·s des médias. Son bureau exécutif a été dissous et un comité intérimaire *ad hoc* chargé de gérer ses affaires a été mis en place. Le comité *ad hoc* n'était pas composé de journalistes, mais de hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Communication[xxii].

32. Le 13 avril 2024, Ousmane Toudou, journaliste et ancien conseiller en communication du président Mohamed Bazoum, a été arrêté et placé en détention dans un poste de gendarmerie à Niamey et accusé de « trahison et complot contre la sécurité de l'État » pour une publication WhatsApp postée quelques mois plus tôt, dans laquelle il appelait à la défense de la démocratie au Niger. Il a été détenu pendant 43 jours à la gendarmerie sans être présenté devant un juge. Il a été relâché en mars 2025.

33. Le 25 avril 2024, Soumana Idrissa Maïga, journaliste et rédacteur en chef du journal L'Enquêteur, a été arrêté dans les locaux de la publication à Niamey par sept agents de police qui l'ont emmené au commissariat.

Soumana Maïga a été accusé d'atteinte à la défense nationale pour un article paru le 25 avril 2024, dans lequel il republiait un texte du quotidien français Le Figaro, traitant de l'installation présumée de dispositifs électroniques d'écoute à Niamey par des instructeurs militaires russes. Le 9 juillet 2024, il a été libéré dans l'attente de son procès à la suite d'une deuxième demande déposée par ses avocats[xxiii].

34. En mai 2025, trois journalistes de Sahara FM, une station de radio basée à Agadez, soit Hamid Mahmoud, rédacteur en chef par intérim, Mahaman Sani, présentateur du journal, et Massaouda Jaharou, ont été arrêtés après avoir signalé que le Niger et la Russie avaient mis fin à leur collaboration en matière de renseignement. En juin, alors que Massaouda Jaharou a été libérée, ses deux collègues ont été accusés d'atteinte à la défense nationale et de complot contre la sécurité de l'État devant un tribunal militaire.

LIBERTÉ D'ASSOCIATION

35. Au cours du précédent cycle d'EPU, le Niger a accepté plusieurs recommandations sur le droit à la liberté d'association[xxiv]. Pourtant, les violations de ce type ont persisté au Niger.

36. Le 7 août 2025, le ministère de l'Intérieur a dissous plusieurs syndicats de professionnel·le·s de la justice, notamment le Syndicat autonome des magistrats du Niger (SAMAN), l'Union des magistrats du Niger (UMAN), le Syndicat national des agents de justice (SNAJ), le Syndicat des cadres et des agents techniques du ministère de la Justice (SYNCAT) et le Syndicat indépendant des magistrats du Niger (SIMAN), justifiant cette décision par les « défaillances répétées de la prestation des services publics » et le corporatisme.

37. En août 2025, le chef de l'État nigérien a radié Abdoul-Nasser Bagna Abdourahamane et Moussa Mahamadou de la fonction publique, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint du SAMAN, à la suite de leurs critiques de la dissolution du syndicat des magistrats et de l'annonce d'une grève générale de la justice[xxv].

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle les autorités nigériennes à :

DÉTENTION ARBITRAIRE, TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

38. Libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes placées en détention alors qu'elles n'ont fait qu'exercer pacifiquement leurs droits fondamentaux.

39. Libérer immédiatement l'ancien président Mohamed Bazoum et son épouse Hadiza Mabrouk, ainsi que Hama Adamou Souleye, qui sont toujours détenus arbitrairement.

40. Libérer immédiatement le défenseur des droits humains Moussa Tchangari, détenu arbitrairement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression et abandonner toutes les charges retenues contre lui.

41. Mettre fin au recours à la détention arbitraire et au harcèlement visant des défenseur·e·s des droits humains, des militant·e·s, des journalistes et autres professionnel·le·s des médias au moyen d'intimidations, de détention et de poursuites, simplement car ils et elles ont exercé pacifiquement leurs droits humains, notamment leurs droits à la liberté d'expression et d'association.

42. Garantir et faire respecter les dispositions du Code de procédure pénale qui protègent le droit de ne pas être arbitrairement arrêté ou détenu, le droit de faire entendre sa cause, la présomption d'innocence tant que la culpabilité n'a pas été prouvée par un tribunal compétent, le droit d'être défendu par un·e avocat·e de son choix et le droit d'être jugé dans un délai raisonnable.

43. Veiller à ce que tous les détenus bénéficient de conditions humaines de détention, qu'ils aient accès au monde extérieur, y compris à leur avocat·e et à leur famille ou à leurs proches, qu'ils aient accès à des soins de santé en cas de besoin et qu'ils aient la possibilité de contester la légalité de leur détention devant un juge.

44. Rétablir l'accès des ONG, y compris des organisations de défense des droits humains et d'autres observateurs tiers, aux centres de détention.

45. Veiller à ce que toutes les personnes arrêtées soient détenues dans des centres de détention officiels dans le cadre de procédures judiciaires.

46. Effectuer dans les meilleurs délais des enquêtes approfondies, indépendantes, impartiales, transparentes et efficaces sur toutes les allégations de torture et autres mauvais traitements en détention, traduire en justice les personnes soupçonnées d'en être responsables dans le cadre de procès équitables et permettre aux victimes et à leurs familles d'accéder à la justice et à des recours utiles.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

47. Lever immédiatement la suspension des activités de la Maison de la Presse et créer un climat où la presse et les journalistes peuvent s'organiser efficacement pour mener à bien leur travail.

48. Libérer et abandonner toutes les charges retenues contre les journalistes qui ont simplement exercé leur droit à la liberté de la presse.

49. Répondre favorablement, sans plus attendre, à la demande de visite du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

LIBERTÉ D'ASSOCIATION

50. Garantir le respect du droit à la liberté d'association en abrogeant d'urgence les décisions de dissolution du Syndicat autonome des magistrats du Niger (SAMAN), de l'Union des magistrats du Niger (UMAN), du Syndicat national des agents de justice (SNAJ), du Syndicat des cadres et des agents techniques du ministère de la Justice (SYNCAT) et du Syndicat indépendant des magistrats du Niger (SIMAN).
51. Garantir le respect du droit à la liberté d'association en annulant la dissolution des partis politiques.

ANNEX 1
KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Africa: Oral statement on the situation of human rights defenders in Niger delivered at the 83rd Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, Index Number: AFR 01/9369/2025, 9 May 2025, https://www.amnesty.org/en/documents/afr01/9369/2025/en/

Enforced disappearances as a means of repression by military authorities in West Africa, 30 April 2025, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/04/enforced-disappearances-west-africa/

THE STATE OF THE WORLD'S HUMAN RIGHTS APRIL 2025, Index Number: POL 10/8515/2025, 28 April 2025, https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/8515/2025/en/

Free Moussa Tchangari, https://www.amnesty.org/en/petition/free-moussa-tchangari/

Stand with the People of Niger, https://www.amnesty.org/en/petition/stand-with-the-people-of-niger/

Niger: Authorities failing to uphold their commitment to respect human rights since military coup, 18 March 2025, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/03/niger-human-rights-military-coup/

Niger: "Threatened and brought to heel": Human rights and civic space under pressure since the 26 July coup, Index Number: AFR 43/8865/2025,18 March 2025 https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/8865/2025/en/

Niger: Defending human rights in Niger: Human rights violations since 26 July 2023 and how you can help fight against them, Index Number: AFR 43/9138/2025, 18 March 2025, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/9138/2025/en/

NIGER: "THREATENED AND BROUGHT TO HEEL", 17 March 2025, https://www.amnesty.org/en/latest/research/2025/03/niger-threatened-and-brought-to-heel/

Niger: Further information: New charges against human rights defender: Moussa Tchangari, Index Number: AFR 43/8931/2025, 15 January 2025, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/8931/2025/en/

Niger: Prominent human rights defender detained: Moussa Tchangari, Index Number: AFR 43/8836/2024, 16 December 2024, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/8836/2024/en/

Niger. Les droits humains en chute libre un an après le coup d'État, 25 juillet 2024, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/07/niger-les-droits-humains-en-chute-libre-un-an-apres-le-coup-detat/

Niger: Press freedom in jeopardy as journalists working on conflict intimidated and arrested, 3 May 2024, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2024/05/niger-press-freedom-in-jeopardy-as-journalists-working-on-conflict-intimidated-and-arrested/

AMNESTY INTERNATIONAL REPORT 2023/24: THE STATE OF THE WORLD'S HUMAN RIGHTS, April 24, 2024, https://www.amnesty.my/2024/04/24/annual-report-2023/

Niger: Authorities putting rights at risk, 26 October 2023, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/10/niger-authorities-putting-rights-at-risk/

Niger: Amnesty International calls for the immediate release of journalist Samira Sabou, 4 October 2023, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/10/niger-amnesty-international-calls-for-the-immediate-release-of-journalist-samira-sabou/

Niger: New authorities must put an end to illegal administrative detentions and arbitrary arrests, 1 August 2023, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/08/niger-new-authorities-must-put-an-end-to-illegal-administrative-detentions-and-arbitrary-arrests/

Amnesty International Report 2022/23: The state of the world's human rights, 27 March 2023
Index Number: POL 10/5670/2023 https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/5670/2023/en/

Niger: Conviction of investigative journalists marks deepening repression of media freedom, 13 January 2022,

https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/01/niger-conviction-of-investigative-journalists-marks-deepening-repression-of-media-freedom/

THE STATE OF THE WORLD'S HUMAN RIGHTS, Amnesty International's Annual Report 2021/22, https://www.amnesty.org/en/latest/research/2022/03/annual-report-202122/

Niger: "I have nothing left except myself": The worsening impact on children of conflict in the Tillabéri region of Niger, Index Number: AFR 43/4627/2021, 13 September 2021, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/4627/2021/en/

Niger: Increasing number of children killed and recruited by armed groups in Sahel's tri-border area – new report, 12 September 2021
https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/09/niger-increasing-number-of-children-killed-and-recruited-by-armed-groups-in-sahels-tri-border-area-new-report/

Niger: Post-election period marred by violence, mass arrests and internet disruption, 4 March 2021, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/03/niger-post-election-period-marred-by-violence/

AMNESTY INTERNATIONAL REPORT 2020/21 THE STATE OF THE WORLD'S HUMAN RIGHTS
https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/06/English.pdf

Niger: Further information: Activists released but charges still pending, Index Number: AFR 43/3192/2020, 9 October 2020, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/3192/2020/en/

Niger: Charges must be dropped following release of three activists, 30 September 2020, https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/09/niger-charges-must-be-dropped-following-release-of-three-activists/

Niger: Charges must be dropped following release of three activists, 30 September 2020, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/niger-charges-must-be-dropped-following-release-of-three-activists-2/

Niger: human rights defenders still unjustly detained for more than six months, 15 September 2020, https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/09/niger-trois-defenseurs-des-droits-humains-injustement-detenus/

Niger: human rights defenders still unjustly detained for more than six months, 15 September 2020, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/niger-trois-defenseurs-des-droits-humains-injustement-detenus-2/

Niger: Further information: Prominent activists still languishing in jail, Index Number: AFR 43/2931/2020, 25 August 2020, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/2931/2020/en/

Niger: Further information: Niger journalist has been freed: Samira Sabou, Index Number: AFR 43/2862/2020, 11 August 2020, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/2862/2020/en/

Niger: Politically motivated trial of journalist must end in her unconditional release, 13 July 2020, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/07/niger-le-proces-aux-motivations-politiques-journaliste-doit-aboutir/

Niger: Journalist Arrested Over Defamation Charges: Samira Sabou, 8 July 2020
https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/2668/2020/en/

Niger: 100-day detention of three activists highlights deterioration of freedom of expression, 23 June 2020
https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/06/niger-day-detention-of-three-activists-highlights-deterioration/

Niger: Further information: Three activists still detained, Index Number: AFR 43/2282/2020, 7 May 2020
https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/2282/2020/en/

Niger: Activists arrested for organising protests, Index Number: AFR 43/2033/2020, 25 March 2020
https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/2033/2020/en/

Niger: Civil society organisations call on authorities to end harassment of human rights defenders, 24 March 2020, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/03/niger-societe-civile-demandent-un-terme/

Niger: Journalist requires medical attention: Mamane Kaka Touda, Index Number: AFR 43/2006/2020, 24 March 2020, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/2006/2020/en/

Niger: Journalist detained for social media post: Mamane Kaka Touda, Index Number: AFR 43/1976/2020, 13 March 2020, https://www.amnesty.org/en/documents/afr43/1976/2020/en/

ANNEX 2
MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Thematic list of recommendations
UPR of Niger (3rd Cycle - 38th Session)

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
Theme: Constitutional & legislative framework			
122.32 Incorporate into national legislation duly ratified regional and international human rights instruments and take steps to raise awareness about them (Zambia); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Partially implemented see para 6 above
122.36 Adapt its domestic legislation to bring it into line with the international and regional instruments to which it is party (Zimbabwe); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Partially implemented see para 6 above
122.41 Bring its legislation on cybercrime and terrorism in line with the International Covenant on Civil and Political Rights and narrow the definition of terrorism in Ordinance No. 2011-12 of 2011 (Denmark); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework - Human rights defenders - Human rights & counter-terrorism **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists	Not implemented see para 11 above
122.43 Accelerate the adoption of the bill on the protection of human rights defenders (Ireland); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework - Human rights defenders **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists	Implemented see para 7 above

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.44 Expedite the adoption of the national law criminalizing torture in line with the Convention against Torture, that Niger ratified (Japan); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework - Prohibition of torture & ill-treatment (including cruel, inhuman or degrading treatment) **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Persons deprived of their liberty & detainees	Implemented see para 7 above
122.50 Continue efforts to bring national legislation in line with the Niger's international human rights obligations (Russian Federation); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Partially implemented see para 6 above
122.117 Finalize the adoption of the law on the protection of human rights defenders as soon as possible, in collaboration with civil society (Canada); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework - Human rights defenders - Freedom of association **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists	Implemented see para 7 above
122.127 Release detained human rights defenders and journalists and take measures to protect civic space, in particular by adapting the 2019 Law on the punishment of cybercrime to Niger 's human rights protection obligations (Luxembourg); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework - Arbitrary arrest & detention - Freedom of opinion and expression & access to information **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented see para 10 above

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.128 Ensure that freedom of expression, as enshrined in the Constitution as well as in relevant international human rights conventions, is fully respected in practice, including for those who wish to express dissenting views (Malawi); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Constitutional & legislative framework - Freedom of opinion and expression & access to information **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media	Not implemented see para 10 and paras 36, 37 and 39 above
Theme: Legal & institutional reform			
122.130 Implement the antiterrorism law in accordance with international standards, guaranteeing freedoms of expression, association and peaceful assembly, as well as the legitimate work of human rights defenders and journalists (Spain); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Legal & institutional reform - Freedom of association - Human rights & counter-terrorism - Right to peaceful assembly - Freedom of opinion and expression & access to information **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media	Not implemented see para 11 above
Theme: National Human Rights Institution (NHRI)			
122.52 Allocate sufficient resources for the National Human Rights Commission to enable it to discharge its mandate in full, in accordance with the Paris Principles (Malaysia); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- National Human Rights Institution (NHRI) - Legal & institutional reform **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Not implemented see para 8
122.53 Strengthen the capabilities of the National Human Rights Commission by allocating the necessary financial, human and material resources (Sierra Leone); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- National Human Rights Institution (NHRI) - Legal & institutional reform **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Not implemented see para 8
Theme: Conditions of detention			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.86 Improve conditions of detention, including by ensuring the separation of detainees by sex and age, and ensure that the national torture prevention mechanism is sufficiently funded (France); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Conditions of detention - Prohibition of torture & ill-treatment (including cruel, inhuman or degrading treatment) - National Preventive Mechanism (NPM) **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented see paras 24, 25 and 49
122.87 Improve conditions in detention facilities and limit the time of pretrial detention (Germany); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Conditions of detention - Administration of justice & fair trial **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented see paras 24, 25 and 42
122.88 Take urgent steps to improve the conditions of detention at police stations and gendarmerie posts (Ghana); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Conditions of detention **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented see paras 24 and 25
122.90 Improve detention conditions in police stations and gendarmerie stations (Iraq); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Conditions of detention **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented see paras 24 and 25
Theme: Administration of justice & fair trial			
122.105 Continue its efforts to reform the judicial system and ensure its independence (Libya); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Administration of justice & fair trial **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Judges, lawyers and prosecutors	Partially implemented see para 5
Theme: Freedom of opinion and expression & access to information			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.116 Guarantee, in law and in practice, the right to freedom of opinion and expression, in civic space and online, in particular of journalists and human rights defenders (Canada); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Freedom of opinion and expression & access to information - Human rights defenders **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media	Not implemented see paras 10, 28, 29, 30, 37 and 39
122.119 Ensure the freedom of the media both online and offline, the safety of journalists and peaceful demonstrations (Estonia); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Freedom of opinion and expression & access to information - Right to peaceful assembly **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Media	Not implemented see paras 27, 28, 29
122.120 Guarantee freedom of expression, association and assembly and end the detention of civil society actors, human rights defenders and journalists (France); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Freedom of opinion and expression & access to information - Human rights defenders - Freedom of association - Right to peaceful assembly **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media	Not implemented see paras 13,14,32,35,36
122.122 Ensure full respect for the right of freedom of expression and media freedom by preventing all harassment and undue detention of journalists (Ghana); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Freedom of opinion and expression & access to information - Right to physical & moral integrity - Liberty & security of the person **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Media - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented see paras 32,37 and 39

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.124 Promote and protect the right to freedom of expression and media freedom (Latvia); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Freedom of opinion and expression & access to information **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Media	Not implemented see para 14 and 28
122.126 Protect civil and political rights, in particular the rights to freedom of expression and opinion, freedom of the press as well as freedom of association and of peaceful assembly (Luxembourg); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Freedom of opinion and expression & access to information - Freedom of association - Right to peaceful assembly **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media	Not implemented see paras 13, 28, 32
Theme: Cooperation with human rights mechanisms & requests for technical assistance			
122.48 Scale up efforts in upholding human rights and seek necessary support in this regard (Nigeria); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Cooperation with human rights mechanisms & requests for technical assistance **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Not implemented see paras 6 and 8
Theme: National Human Rights Action Plans (or specific areas) / implementation plans			
122.39 Continue efforts to fulfil its international obligations on the promotion and protection of human rights by further developing and implementing comprehensive national plans and programmes (Democratic People's Republic of Korea); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- National Human Rights Action Plans (or specific areas) / implementation plans - Legal & institutional reform **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS	Not implemented see paras 3 and 8 above
Theme: Rule of law & impunity			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.98 Follow through on legal obligations related to preventing and prosecuting human rights violations and abuses by security forces, including those involving physical and sexual abuse and arbitrary detention, and unlawful killings of unarmed persons (United States of America); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Rule of law & impunity - Arbitrary arrest & detention - Right to life - Prohibition of torture & ill-treatment (including cruel, inhuman or degrading treatment) - Conditions of detention **SDGs:** - 5 - GENDER EQUALITY - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Law enforcement / police & prison officials - Women & girls - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented
122.115 Ensure that the defence and security forces comply with international human rights laws and standards, paving the way for independent investigations into allegations of excessive use of force and for prosecution of alleged perpetrators (Belgium); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Rule of law & impunity - Prohibition of torture & ill-treatment (including cruel, inhuman or degrading treatment) **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Law enforcement / police & prison officials	Not implemented
Theme: Arbitrary arrest & detention			
122.131 Strengthen protections for civic actors, including by ending arbitrary arrests of journalists and civil society activists who criticize the Government (United States of America); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Arbitrary arrest & detention - Civil & political rights - general measures of implementation **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Media	Not implemented see para 28, 30, 32
Theme: Human rights defenders			

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's Assessment/comments on level of implementation
122.125 Take measures to foster a safe, respectful and enabling environment for civil society and human rights defenders, especially women human rights defenders, free from persecution, intimidation and harassment (Latvia); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Human rights defenders - Freedom of opinion and expression & access to information **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Women & girls	Not implemented see para 37 and 39
122.129 Encourage a safe and enabling environment for civil society by protecting it from harassment, restrictions and undue detention, and by removing obstacles to freedom of assembly, in particular by revising Ordinance 84-06 of 1 March 1984 to include the principle of declaration instead of authorization (Netherlands); **Source of Position:** A/HRC/48/5/Add.1 - Para. I	Supported	- Human rights defenders - Right to peaceful assembly **SDGs:** - 16 - PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS **Affected persons:** - Human rights defenders & activists - Persons deprived of their liberty & detainees	Not implemented

[i] EPU du Niger (3e cycle - 38e session), Liste thématique des recommandations (en anglais), https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-01/Niger_Thematic_List_of_Recommendations.docx. De la recommandation 122.1 à la recommandation 122.28

[ii] Rapport du Groupe de travail sur l'EPU : Niger (op. cit.) ; Recommandations 122.116 (Canada), 122.119 (Estonie), 122.120 (France), 122.121 (Allemagne), 122.122 (Ghana), 122.124 (Lettonie), 122.126 (Luxembourg)

[iii] Amnesty International : *Niger. « Menacés et mis au pas » : les droits humains et l'espace civique sous pression depuis le coup d'État du 26 juillet*, index : AFR 43/8865/2025, 18 mars 2025, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/8865/2025/fr/

[iv] EPU du Niger (3e cycle - 38e session), Liste thématique des recommandations (en anglais), https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-01/Niger_Thematic_List_of_Recommendations.docx

[v] Loi n° 2020-05 du 11 mai 2020 modifiant et complétant la Loi n° 61-27 du 15 juillet 1961 portant institution du Code pénal

[vi] Loi n° 2020-02 du 6 mai 2020 modifiant et complétant la Loi n° 2012-44 du 24 août 2012 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Commission nationale des droits humains

[vii] Loi n° 2019-33 du 3 juillet 2019 portant répression de la cybercriminalité au Niger

[viii] Amnesty International. « Niger. Les droits humains en chute libre un an après le coup d'État », 25 juillet 2024, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/07/niger-les-droits-humains-en-chute-libre-un-an-apres-le-coup-detat/

[ix] République du Niger. Loi 2019-33 du 3 juillet 2019

[x] Amnesty International : *Niger. « Menacés et mis au pas » : les droits humains et l'espace civique sous pression depuis le coup d'État du 26 juillet*, index : AFR 43/8865/2025, 18 mars 2025, https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2025/03/AFR4388652025ENGLISH.pdf

[xi] Recommandations 122.94, 122.98, 122.102, 122.103, 122.106, 122.114, 122.131. EPU du Niger (3e cycle - 38e session), Liste thématique des recommandations (en anglais), https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-01/Niger_Thematic_List_of_Recommendations.docx

[xii] La Cour de justice de la CEDEAO, Mohamed Bazoum et 2 autres contre l'État du Niger, Requête n° ECW /CCJ/APP/36/23, Arrêt n° ECW/CCJ/JUD/57/23 du 15 décembre 2023, https://caselaw.ihrda.org/en/entity/2wrt9pu4hm?page=1

[xiii] Groupe de travail du Conseil des droits de l'homme sur la détention arbitraire. Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire lors de sa 101e session, 11–15 novembre 2024, paragraphes 95 et 96. https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g24/224/48/pdf/g2422448.pdf

[xiv] « Niger : Un éminent défenseur des droits humains en détention : Moussa Tchangari », numéro d'index : AFR 43/8836/2024, 16 décembre 2024, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/8836/2024/fr/

[xv] Amnesty International : *Niger. « Menacés et mis au pas » : les droits humains et l'espace civique sous pression depuis le coup d'État du 26 juillet*, index : AFR 43/8865/2025, 18 mars 2025, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/8865/2025/fr/

[xvi] Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde : avril 2024* (Index AI : POL 10/7200/2024), 23 avril 2024, https://www.amnesty.org/fr/documents/pol10/7200/2024/fr/, p. 355-357

[xvii] Amnesty International : *Niger. « Menacés et mis au pas » : les droits humains et l'espace civique sous pression depuis le coup d'État du 26 juillet*, index : AFR 43/8865/2025, 18 mars 2025, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/8865/2025/fr/

[xviii] Recommandations 122.114, 122.119, 122.120, EPU du Niger (3ème cycle - 38ème session), Liste thématique des recommandations (en anglais), https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-01/Niger_Thematic_List_of_Recommendations.docx
[xix] Amnesty International, « Niger. La condamnation de deux journalistes d'investigation marque un durcissement de la répression de la liberté de la presse », 13 janvier 2022, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/01/niger-conviction-of-investigative-journalists-marks-deepening-repression-of-media-freedom/
[xx] Reporters sans frontières, « Suspension de RFI et France 24 au Niger : RSF dénonce une nouvelle atteinte à la liberté de la presse et au pluralisme de l'information au Sahel », 3 août 2023, https://rsf.org/fr/suspension-de-rfi-et-france-24-au-niger-rsf-d%C3%A9nonce-une-nouvelle-atteinte-%C3%A0-la-libert%C3%A9-de-la-presse
[xxi] « Niger : Amnesty International demande la libération immédiate de la journaliste Samira Sabou », le 4 octobre 2023, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/10/niger-amnesty-international-calls-for-the-immediate-release-of-journalist-samira-sabou/
[xxii] Amnesty International : *Niger. « Menacés et mis au pas » : les droits humains et l'espace civique sous pression depuis le coup d'État du 26 juillet*, index : AFR 43/8865/2025, 18 mars 2025, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/8865/2025/fr/, page 52
[xxiii] Amnesty International : *Niger. « Menacés et mis au pas » : les droits humains et l'espace civique sous pression depuis le coup d'État du 26 juillet*, index : AFR 43/8865/2025, 18 mars 2025, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr43/8865/2025/fr/, page 54
[xxiv] Recommandations 122.121 et 122.126, EPU du Niger (3ème cycle - 38ème session), Liste thématique des recommandations (en anglais), https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-01/Niger_Thematic_List_of_Recommendations.docx
[xxv] FIDH, « Niger : dissolution et répression des syndicats du secteur de la justice », 21 août 2025 : https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/niger/niger-dissolution-et-repression-des-syndicats-du-secteur-de-la